



CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À L'APPUI DE LA PAIX ISRAËLO-PALESTINIENNE

Parlement européen, Bruxelles
30 et 31 août 2007

PAL/1
30 août 2007

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL OUVRE LA CONFÉRENCE EN PLAIDANT POUR UNE SOCIÉTÉ CIVILE PLUS ENGAGÉE DANS LES EFFORTS DE PAIX ISRAËLO - PALESTINIEN

BRUXELLES, 30 août --"La poursuite des efforts internationaux en faveur d'une solution au conflit israélo-palestinien sur base de deux-Etats serait presque impossible sans le soutien actif de la société civile", a déclaré le Secrétaire général Ban Ki-moon dans un message lu par Angela Kane, Sous-Secrétaire générale aux affaires politiques.

Dans son discours d'ouverture adressé aux participants de la Conférence internationale de la société civile à l'appui de la paix israélo-palestinienne, M. Ban Ki-moon a remercié la société civile pour son soutien dans la poursuite des contacts entre Israéliens et Palestiniens, pour son aide dans le renforcement des institutions et le travail humanitaire accompli en faveur des Palestiniens. "Dans tous les aspects de leur travail, ils contribuent à la concrétisation d'une paix juste pour le conflit israélo-palestinien", a-t-il insisté.

"L'occupation continue des territoires palestiniens prolonge la situation difficile et l'injustice vécue par des millions de Palestiniens. Cette situation empêche également les citoyens israéliens de vivre en sécurité", a-t-il ajouté. Cependant, même si les efforts consentis pour ramener Israéliens et Palestiniens sur le chemin de la négociation sont encourageants, les avancées politiques ne doivent pas occulter la situation humanitaire qui s'aggrave sur le terrain.

Dans son discours d'ouverture, **PAUL BADJI**, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a rappelé qu'à l'occasion des 40 ans de l'occupation israélienne, la société civile partout dans le monde a organisé des activités pour attirer l'attention du grand public et des médias sur la réalité de l'occupation militaire la plus longue de l'histoire moderne. Il a souligné le rôle du Réseau international de la coordination pour la Palestine pour susciter et coordonner des activités pacifiques dans le monde entier. "C'est un bon exemple du rôle important de sensibilisation et d'éducation du public joué par la société civile", a-t-il ajouté. Ces efforts doivent perdurer à l'heure où Israël continue d'occuper la Cisjordanie en violation de la loi internationale, information souvent négligée par les médias et peu connue du public.

M. Badji a ensuite rappelé qu'Israël ignore toujours les obligations qui lui incombent aux termes de la Quatrième Convention de Genève. Son Gouvernement n'a jamais donné suite à l'avis consultatif émis par la Cour internationale de Justice sur la barrière de séparation et n'a pas démantelé les avant-postes de colonies conformément à la première phase de la Feuille de route. Alors qu'Israël demande constamment aux Palestiniens de remplir leurs obligations comme préalable à toutes négociations, il continue d'agrandir ses colonies déjà existantes. Le Comité a condamné fermement toutes actions visant des civils menées tant par l'armée

israélienne que par les groupes palestiniens responsables des tirs de roquettes sur les villes israéliennes.

Le Comité a réclamé la reprise du processus politique par les deux parties afin d'établir un Etat viable et contigu dans les Territoires palestiniens occupés depuis 1967 comprenant la Cisjordanie et la Bande de Gaza, avec Jérusalem-Est comme capitale. De son côté, la société civile doit continuer à aider la population palestinienne dans ses difficultés quotidiennes et rappeler au monde entier l'urgente nécessité de résoudre rapidement ce conflit.

EDWARD MCMILLAN-SCOTT, Vice-président du Parlement européen a regretté que différentes organisations de presse aient publié des articles qualifiant cette conférence d'anti-israélienne. « Je ne suis ni anti-israélien, ni-anti palestinien, je suis pour la démocratie et le dialogue », a-t-il ajouté.

Selon lui, une conférence doit se réunir rapidement pour définir les contours de la paix et discuter du futur et de la coexistence pacifique de deux Etats Palestinien et Israélien, dans des frontières sûres, et sur base d'une relation sans violence. "Un Etat palestinien viable permettra à Israël de vivre en sécurité, mais le mur qui encercle presque totalement Bethléem et Jérusalem n'est pas une mesure qui amènera la paix", a-t-il ajouté.

Durant la session d'ouverture, les participants ont pu également entendre un message du Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, ainsi qu'un discours du Président de la Coordination européenne des Comités et Associations pour la Palestine (ECCP).

Les conférenciers ont ensuite ouvert la première plénière qui s'est focalisée sur "l'impact de l'occupation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et la réponse de la société civile". Les participants ont pu ainsi écouter divers exposés sur l'impact de l'occupation dans les territoires palestiniens, les conclusions de différentes délégations parlementaires dans la région, l'urgence humanitaire et les diverses actions de la communauté internationale et de la société civile présente dans les Territoires palestiniens occupés.

A l'issue d'une série d'ateliers en présence de nombreux participants, la Conférence tiendra une seconde session plénière demain à 15h sur le thème "Appui de la société civile à un règlement juste et pacifique du conflit israélo-palestinien."

PAUL BADJI (Sénégal), Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a introduit la séance en rappelant que d'un côté les palestiniens vivent dans la peur et la précarité, et de l'autre les israéliens dans l'insécurité dans leur propre pays. Si elle devait durer cette situation nourrirait l'amertume et la rancœur, élargissant le fossé entre les deux parties et annihilant tous efforts de paix. La Communauté internationale doit redoubler d'effort pour que les deux parties reprennent les négociations politiques pour arriver à une solution sur base de deux Etats conformément aux résolutions des Nations Unies. La conférence d'aujourd'hui réunit toutes les franges de la société civile, des parlementaires et des diplomates pour une résolution pacifique du conflit israélo-palestinien.

ANGELA KANE, Sous-Secrétaire générale aux Affaires Politiques, s'est exprimée en ouverture de la Conférence au nom du Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon. Elle a rappelé le profond souhait de la communauté internationale de trouver une solution juste et durable au conflit israélo-palestinien au travers de cette Conférence. L'occupation des territoires palestiniens prolonge l'adversité et l'injustice pour des millions de Palestiniens, et ne permet pas non plus d'assurer la sécurité des civils israéliens.

Par la voix de Mme Kane, le Secrétaire général des Nations Unies s'est dit encouragé par les récents efforts déployés pour garder Palestiniens et Israéliens sur le chemin de la négociation. Il a également salué l'Initiative de Paix arabe, la nomination de Tony Blair comme représentant du Quartet, la décision de Georges Bush de convoquer une réunion pour la paix au Proche-Orient et la décision prise par le Premier ministre Ehud Olmert et le Président Mahmoud Abbas de se rencontrer régulièrement. Il reste à espérer que les changements internes au sein des deux parties ne les empêcheront pas d'avancer dans leurs discussions sur l'horizon politique.

Cependant, les différentes avancées sur le front politique ne doivent pas occulter la situation humanitaire désastreuse, a-t-il averti. La division non viable de la Cisjordanie et de Gaza a des répercussions politique et humanitaire graves. La condition de vie à Gaza se sont aggravées et il est urgent de rouvrir les frontières aux convois commerciaux et humanitaires.

Encourageant une nouvelle fois les deux parties à démontrer leur engagement pour la paix avec une solution négociées sur base de deux Etats, il a demandé à Israël d'arrêter l'implantation de colonies et la construction de la barrière, de faciliter la liberté de mouvement des Palestiniens et d'appliquer l'Accord sur le Mouvement et l'Accès. De leur côté, les Palestiniens doivent faire un effort pour cesser les violences par des groupes militants et progresser dans la construction d'institutions robustes. Les Nations Unies continueront de soutenir les efforts internationaux pour faire cesser l'occupation et accomplir une solution sur base de deux Etats.

Ce travail n'est pas facile mais il serait impossible sans la participation active et le soutien de groupes innombrables et d'individus issus de la société civile en Israël, dans les territoires palestiniens occupés et dans le monde entier, a-t-il rappelé. Les acteurs de la société civile ont aidé à construire des ponts entre les Israéliens et les Palestiniens. Ils ont renforcé les institutions et apporté leur assistance humanitaire et autres. Dans tous les aspects de leur travail, ils ont contribué à la recherche d'une solution juste au conflit depuis des décennies.

EDWARD MCMILLAN-SCOTT, Vice-président du Parlement européen, a débuté son discours en rappelant qu'il avait présidé en 2005 la plus large mission d'observateurs composée de 30 membres du Parlement européen lors des élections présidentielles palestiniennes. Il a également suivi les élections législatives de 2006 et a insisté sur le fait que ce processus démocratique n'avait pas été respecté par la Communauté internationale alors que les élections palestiniennes se sont déroulées sans défaillance.

M. McMillan-Scott a regretté que différentes organisations de presse aient publié des articles en disant que cette conférence était anti-israélienne. « Je suis pour la démocratie et le dialogue », a-t-il ajouté.

Les événements de l'été dernier ont modifié la perception qu'a la communauté internationale d'Israël et de ces voisins. Les Etats-Unis sont une nouvelle fois occupés à désertir les débats, laissant l'Iran, interlocuteur imprévisible, dicter l'agenda de la région. "En tant qu'Européens, nous devons soutenir tous les signes encourageant qui visent à ramener la solution de deux Etats sur l'avant-plan. Il y a eu trop de souffrance au Proche-Orient et trop d'opportunités ont été manquées. Une attention trop grande a été consacrée au processus de paix, mais pas assez sur ce qu'il a produit", a-t-il ajouté.

Un Etat palestinien viable permettra à Israël de vivre en sécurité, "mais le mur qui encercle presque totalement Bethléem et Jérusalem n'est pas une mesure qui amènera la paix", a-t-il conclu.

PAUL BADJI, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a rappelé que la conférence d'aujourd'hui bâtira son succès sur les résultats des conférences internationales précédentes qui se sont tenues depuis 2002. Chacune a produit un plan d'action qui a traduit les priorités de l'heure et contribué à l'action collective des

organisations de la société civile. Le Bureau du Comité consulte régulièrement les représentants de la société civile, les plus récentes rencontres se sont tenues à Rome en mars dernier en marge de la Réunion internationale des Nations Unies à l'appui de la paix israélo-palestinienne.

Le Président du Comité a insisté sur le rôle important que les parlements nationaux et les organisations interparlementaires doivent jouer dans la définition des principes d'action en vue d'un règlement global, juste et durable de la question israélo-palestinienne.

M. Badji a rappelé qu'à l'occasion des 40 ans de l'occupation israélienne, les organes de la société civile partout dans le monde ont organisé des activités pour attirer l'attention du public et des médias sur la réalité de l'occupation militaire la plus longue de l'histoire moderne. Il a souligné le rôle du Réseau international de la coordination pour la Palestine pour susciter et coordonner des activités pacifiques dans le monde entier. C'est un bon exemple du rôle important que la société civile peut remplir de sensibilisation et d'éducation du public, a-t-il ajouté.

Depuis 40 ans, la puissance occupante a fait fi des obligations qui lui incombent aux termes de la Quatrième Convention de Genève, n'a jamais donné suite à l'avis consultatif émis par la Cour internationale de Justice sur la barrière de séparation et n'a pas démantelé les avant-postes de colonies conformément à la première phase de la Feuille de route.

Mettre fin à l'occupation, créer un Etat palestinien sur la base des frontières d'avant 1967 et permettre aux réfugiés palestiniens d'exercer leur droit au retour ; tels sont les principes de base des négociations tendant à un règlement définitif. Celui-ci devra être fondé sur le droit international, les résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et les autres de l'ONU, avec l'appui de l'Initiative de paix arabe et de la Feuille de route. La société civile a un rôle indispensable à jouer pour que cet objectif se réalise, et le Comité est disposé à lui prêter son concours.

LEILA SHAHID, Déléguée générale de Palestine auprès de l'Union européenne en Belgique et au Luxembourg, s'est exprimée au nom de M. Mahmoud ABBAS, Président de l'Autorité palestinienne. Il est désormais manifeste – et la prise de conscience ne cesse de croître au plan international – qu'au cœur des problèmes du Moyen-Orient il y a la question de Palestine et que cette région ne saurait connaître la sécurité, la prospérité et la stabilité sans un règlement juste de cette question.

Dans ce contexte, le Président palestinien attend de tous ceux qui sont épris de justice, de liberté et de paix, partout où ils se trouvent, qu'ils agissent et interviennent activement en vue de mettre fin aux souffrances du peuple palestinien, à l'invasions quotidiennes et répétées des villes et des villages, aux opérations de destruction des infrastructures et maisons et aux confiscations de terres. Dans le même temps, a-t-il ajouté, se poursuivent la construction du mur de séparation, la construction de nouvelles colonies de peuplement et l'agrandissement de colonies existantes, l'isolement de Jérusalem-Est occupée, la mise en place de plus de 550 barrages fixes ou mobiles qui ont transformé la Cisjordanie en cantons isolés, l'entassement de plus de 11 000 prisonniers palestiniens dans les geôles israéliennes, parmi lesquels des membres de conseils municipaux élus, et la poursuite des assassinats ciblés.

Par la voix de Mme Shahid, le Président de l'Autorité palestinienne a demandé que la situation à Gaza, née du renversement opéré par le mouvement Hamas et ses milices, ne servent pas d'alibi pour ignorer les efforts sincères consentis afin de parvenir à un règlement pacifique, juste, global et durable qui permettra d'aller de l'avant dans la recherche de solutions équitables et novatrices aux questions relatives au statut final. Le partenaire palestinien est là et prêt à engager des négociations sérieuses, a-t-il insisté.

Pour conclure, il a tenu à réaffirmer la responsabilité historique permanente de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de la cause de la Palestine et du peuple palestinien, jusqu'à un règlement définitif de cette question. Il a également exprimé sa gratitude aux pays membres de l'Union européenne pour l'assistance qu'ils apportent au peuple palestinien. L'Union européenne est un partenaire dans le processus de paix et un membre essentiel du Quartet. Elle est donc appelée aujourd'hui plus que jamais à intensifier ses efforts afin d'atteindre les objectifs du processus de paix au Moyen-Orient et de le sortir de l'impasse actuelle.

PIERRE GALAND, Président de la Coordination européenne des Comités et Associations pour la Palestine (ECCP) a rappelé les nombreuses critiques des ONG, celles des droits de l'homme comme celles de coopération, mais aussi la consternation et la colère du peuple palestinien de Gaza et de Cisjordanie à l'encontre des différentes autorités, tant du gouvernement du Hamas que de celui du Président Mahmoud Abbas. Les dirigeants actuels portent la responsabilité d'avoir été incapables de sauver l'unité et d'avoir détourné la lutte pour l'autodétermination et la reconnaissance des droits inaliénables du peuple palestinien en une lutte fratricide. Ils ne pouvaient agir de manière plus désastreuse.

Il a également évoqué le comportement des dirigeants israéliens. Confinés dans une sorte d'autisme, ils ont torpillé et vidé de leur contenu toutes les propositions et initiatives de paix, tant celles de l'ONU que les accords d'Oslo ou les propositions du Quartet. Du côté de la Communauté internationale, l'inaction de l'ONU, les attermoissements et le manque de vision des Etats-Unis, l'absence de courage politique des Européens, la faiblesse de la voix arabe sont autant d'ingrédients qui ont conduit à cette impasse politique et humaine.

La Coordination européenne des Comités et Associations pour la Palestine (ECCP) va poursuivre son combat pour la défense des droits inaliénables du Peuple palestinien, travailler avec les partenaires palestiniens et israéliens et tous les défenseurs des droits de l'homme et militants de la paix. ECCP continuera de travailler pour que soit mis fin à 40 ans d'occupation illégale du territoire réservé aux Palestiniens au Proche-Orient, pour la proclamation de l'Etat de Palestine, pour la libération des 10 000 prisonniers palestiniens retenus par Israël dans ses prisons et pour la reconnaissance du droit au retour à tous les Palestiniens.

Avant d'ouvrir la première plénière, le Président a introduit la délégation du Comité présente à la conférence: Rodrigo Malmierca Díaz, Représentant permanent de Cuba auprès des Nations Unies; Hamidon Ali, Représentant permanent de la Malaisie et Riyad Mansour, Observateur Permanent de la Palestine.

Il a ensuite présenté les intervenants qui se focaliseront sur l'impact de l'occupation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et la réponse de la société civile.

En tant que modératrice de la première plénière, **Mme Phylis BENNIS**, co-présidente de la Coordination internationale pour la Palestine, a rappelé qu'il était plus important que jamais pour la société civile de travailler de façon rapprochée avec les acteurs diplomatiques internationaux.

PLENIERE I :

WASEEM KHAZMO, Conseiller pour la communication au Département des négociations de l'Organisation de libération de la Palestine a introduit son exposé en proposant de démontrer comment la création d'un Etat palestinien viable sera de plus en plus difficile.

Selon M. Khazmo, ce n'est pas la quantité de terres qui importe mais la qualité de terres agricoles et riches en nappes aquifères qui sont confisquées aux Palestiniens. Après la signature des Accords d'Oslo, les Palestiniens ont découvert la vraie stratégie israélienne qui a

consisté à s'approprier des terres palestiniennes en confinant en même temps les Palestiniens sur un territoire de plus en plus petit. Le mur a aggravé la situation car, à certains endroits, il pénètre profondément dans le territoire palestinien. A l'heure actuelle, le mur isole déjà totalement 250 000 Palestiniens et empêche les agriculteurs de rejoindre leurs champs, les enfants d'aller à l'école, les parents de travailler; il n'y a plus de vie sociale.

M. Khazmo a rappelé que Ramallah, Bethléem et Jérusalem-Est sont considérés par les Palestiniens comme une métropole. En effet, les communautés de ces différentes villes sont dépendantes les unes des autres pour survivre économiquement. Cependant, sur le terrain, Israël est en train de créer un obstacle entre Jérusalem-Est et les autres villes en implantant des colonies qui rendent impossible toute continuité du territoire.

DANNY RUBINSTEIN, membre de la commission éditoriale du quotidien *Ha'aretz* a rappelé qu'il couvre le conflit depuis 40 ans. De son point de vue, Israéliens et Palestiniens n'ont pas besoin du mur, ils doivent être voisins et coopérer. Cependant, il faut commencer ce processus par une séparation, deux Etats sont essentiels pour qu'existe une meilleure relation.

Israéliens et Palestiniens ont tous les deux une ligne rouge qu'ils ne peuvent franchir. Israël peut survivre au désengagement, sans Jérusalem-Est et à la reconnaissance de la Palestine comme Etat. Mais Israël ne pourra pas survivre à la reconnaissance du droit au retour car si tous les réfugiés reviennent, même la moitié ou la quart, il n'y aura pas d'Etat israélien. De leur côté, les Palestiniens pourraient peut-être survivre avec quelques colonies à leurs côtés et peut-être même avec le mur mais la Palestine ne pourra jamais exister sans Jérusalem-Est. Le seul accord auquel Israéliens et Palestiniens pourront arriver devra respecter ces deux lignes rouges.

CLARE SHORT, Membre du Parlement britannique pour la circonscription de Birmingham Ladywood (Parti travailliste indépendant) a largement évoqué la visite qu'elle a faite récemment dans les territoires palestiniens occupés. La délégation emmenée par War on Want a rencontré des membres du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, organe des Nations Unies chargé des urgences humanitaires qui a expliqué comment le mur, les bouclages, les colonies de peuplement et le réseau routier réservé aux colons asphyxiaient les Palestiniens.

Grâce à des rencontres sur le terrain avec différents comités israéliens et palestiniens, elle a découvert comment la combinaison de colonies de peuplement officielles et sauvages et les destructions systématiques des logements palestiniens prenaient Jérusalem en étau et isolaient la population palestinienne. Mais aussi comment le bouclage des territoires palestiniens occupés, notamment dans la vallée du Jourdain, avait détruit l'économie palestinienne, et également comment de plus en plus de Palestiniens étaient contraints de travailler pour des colonies de peuplement israéliennes afin de produire des denrées agricoles et autres biens exportés pour la plupart dans les pays de l'Union européenne.

Mme Short a conclu son intervention en rappelant qu'Israël bénéficie d'un accès privilégié aux marchés européens dans le cadre d'un traité commercial, qui comme tous les accords commerciaux de l'Union européenne, prévoit des dispositions relatives au respect des droits de l'homme.

NADIA HILOU, Membre de la Knesset (Labour - Meimad) fait remarquer le blocage de la société civile israélienne en faveur de la promotion de la paix entre Palestiniens et Israéliens. Selon elle, une des raisons de ce manque d'engagement est l'argument sécuritaire qui empêche une totale liberté de mouvement et une prise de contact direct entre les deux populations.

La population israélienne est également, selon elle, moins optimiste que dans le passé et ce, pour plusieurs raisons. L'une d'entre elles est le mécontentement sur les résultats du retrait unilatéral de la Bande de Gaza et du Sud Liban qui a entraîné une détérioration de la sécurité

en Israël, et non l'inverse. Une partie des Israéliens modérés ont également été déçu par l'affaiblissement des forces pragmatiques chez les Palestiniens et la corruption présente parmi les leaders palestiniens incapables de "donner le meilleur".

Cependant une grande partie de la population israélienne reste attachée à l'idée que la seule solution sur le long terme au conflit israélo-palestinien reste basée sur une solution à deux Etats. Ainsi plusieurs activités sont organisées comme par exemple des manifestations le long du mur ou la présence de femmes israéliennes aux check point pour vérifier le comportement des soldats israéliens.

En tant que membre de la Knesset, Mme Hilou a également défendu certains thèmes liés aux conditions de vie des palestiniens dans son hémicycle avec la ferme intention de faire pression sur le gouvernement israélien.

Enfin, en tant que femme et citoyenne arabe d'Israël, Mme Hilou espère que tant les femmes que les membres de sa communauté seront autorisés dans le futur à jouer un rôle dans le processus de paix.

KYRIACOS TRIANTAPHYLIDES, Parlementaire européen et Président de la Délégation de contact avec le Conseil législatif palestinien, a rappelé que le Hamas venait juste de gagner les élections législatives quand sa délégation s'est rendue à Gaza. A la suite de cette victoire, le nouveau Gouvernement palestinien a dû faire face à de nombreux problèmes parmi lesquels le boycott de la Communauté internationale, le déficit budgétaire renforcé par le non-paiement par Israël des revenus des taxes à l'Autorité palestinienne et le sentiment croissant d'insécurité dans les territoires.

Les leaders palestiniens se sont plaints de devoir acheter de l'eau provenant de leur propre territoire occupé, des salaires non payés, de la création de nouveaux réfugiés chaque jour, de la confiscation des terres palestiniennes et du siège de Gaza.

M. Triantaphyllis a accusé la Communauté internationale, les Nations Unies et l'Union européenne d'avoir raté l'opportunité d'aider les efforts de paix dans la région. La délégation proposera une nouvelle visite sur place avec l'objectif d'essayer de réconcilier Fatah et Hamas et d'insister pour que l'Union européenne aide les Palestiniens et Israéliens à dialoguer.

RAYMOND DOLPHIN, Consultant auprès du bureau des Nations Unies pour la Coordination des affaires humanitaires dans les Territoires palestiniens occupés, a expliqué son travail qui consiste à pister les raisons qui mènent au blocus des territoires et l'impact sur la situation humanitaire.

La fragmentation de la Cisjordanie a été créée progressivement tout d'abord par l'extension des colonies malgré la signature des Accords d'Oslo en 1995 et la fermeture de certains accès par l'armée pour protéger les colons. Avec le nouveau tracé du Mur, 16% de la Cisjordanie sera annexée de facto à Israël. La multiplication de routes réservées aux Israéliens et l'apparition de nouveaux check point statiques ou volants sont devenus de véritables obstacles à la liberté de mouvement des Palestiniens. En l'absence d'un processus de paix, la situation sur le terrain ne fait que s'aggraver.
